

Comité Franco-Allemand de recherches
sur l'histoire de la France et de l'Allemagne
aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles

BULLETIN

No. 6
Août 1992 - August 1992

Deutsch-Französisches Komitee
für die Erforschung der deutschen und französischen Geschichte
des 19. und 20. Jahrhunderts

ADRESSEN DER VORSTANDSMITGLIEDER - ADRESSES DES MEMBRES DU BUREAU

Präsident:

Professeur Georges-Henri Soutou, Université de Paris IV, 1, rue Victor Cousin, F-75005 Paris.

Generalsekretär:

Professor Dr. Klaus-Jürgen Müller (Universität der Bundeswehr Hamburg und Universität Hamburg), Hanfstieg 25, D-2000 Hamburg 53.

Schatzmeister:

Professor Dr. Franz Knipping, Seminar für Zeitgeschichte, Universität Tübingen, Wilhelmstraße 36, D-7400 Tübingen.

Trésorier-adjoint:

Professeur Christian Baechler, Université de Strasbourg II, Palais Universitaire, 9, Place de l'Université, F-67000 Strasbourg.

Professeur Louis Dupeux, Université de Strasbourg III, Institut d'Études Politiques, 47, Avenue de la Forêt Noire, F-67082 Strasbourg Cedex.

Professor Dr. Rainer Hudemann, Historisches Institut, Universität des Saarlandes, D-6600 Saarbrücken 11.

Verantwortlich für diese Nummer - responsable de ce numéro:

Professor Dr. Klaus-Jürgen Müller

Mitarbeit bei der Redaktion: Eckard Michels

Mit Unterstützung der Robert Bosch Stiftung - Avec le concours financier de la Fondation Robert Bosch.

Manuskripte und Informationen für Bulletin No. 7 bitte richten an - Prière d'adresser manuscrits et informations pour le Bulletin No. 7 à:

Professor Dr. Franz Knipping, Seminar für Zeitgeschichte, Universität Tübingen, Wilhelmstraße 36, D-7400 Tübingen.

Schutzgebühr - Frais d'expédition: 8 DM/25 FF.

Für Mitglieder des Komitees im Mitgliedsbeitrag einbegriffen - Pour les membres du Comité compris dans la cotisation.

Inhalt - Table de Matières

Georges-Henri Soutou - Le mot du Président	4
I. Laufende Forschungsarbeiten - Travaux en cours	6
II. Kolloquien - Colloques	
Colloque de Metz - Sports et Relations Internationales 1890-1968 (Metz 23-25-9-1993)	11
Colloque de Lyon - Résistance et Mémoire (Lyon 15 et 16 Octobre 1992)	13
III. Forschungsberichte - Rapports sur la recherche	
1. Das Procope-Projekt "Die deutsch-französischen Kulturbeziehungen 1930-1955" (Eckard Michels)	12
2. Seminar "Military in Politics and Society in France and Germany in the Twentieth Century" (Klaus-Jürgen Müller)	15
3. Archives in the New German Länder (Axel Frohn)	16
4. Das Frankreich-Zentrum der Albert-Ludwigs-Universität Freiburg i.Br. (Joseph Jurt)	24

Le mot du Président

J'ai la faiblesse de penser que l'historien travaille d'abord avec des Archives, que celles-ci soient publiques ou privées, écrites, orales, bientôt électroniques, photographiques ou sur quelque support que ce soit. Il est donc clair que la question de l'ouverture et de la communication des Archives est pour nous autres une question fondamentale, tout particulièrement pour les périodes récentes. Tout en respectant les nécessités d'un fonctionnement ordonné des administrations publiques et privées, les besoins de tout Etat organisé, la liberté des personnes, nous souhaitons bien sûr l'ouverture aussi complète et rapide que possible des Archives, sur la base de règles claires s'imposant à tous. Il ne s'agit pas seulement de la satisfaction de notre curiosité professionnelle mais d'un droit civique fondamental, dont nous sommes dépositaires: le Peuple a droit à sa mémoire.

D'autre part une association à vocation comparatiste comme la nôtre ne peut que souhaiter la plus grande similitude possible en ce qui concerne les règles et les usages qui gouvernent l'ouverture des Archives en France et en Allemagne, pour des raisons évidentes d'équilibre scientifique. En théorie nous avons sur ce point lieu d'être satisfaits: la loi française d'Archives de 1979 et la loi allemande de 1988 reposent toutes deux sur la règle des trente ans. Mais en fait la situation est beaucoup plus complexe.

En France le délai de consultation passe à 60 ans pour les documents mettant en cause la sécurité de l'Etat; en 1979 les historiens avaient pensé que cette disposition concernerait les documents présentant un risque pour la sécurité présente de l'Etat, lors de leur consultation; mais elle a été interprétée par l'Administration comme couvrant les documents sensibles lors de leur rédaction, c'est-à-dire, actuellement, en 1932! En pratique tout document marqué "secret" peut être réservé pendant 60 ans, à moins que l'autorité qui l'a rédigé ne décide de le déclassifier. Mais il n'existe pas de procédure de déclassification systématique: le seul recours est alors une demande de dérogation, au résultat incertain et de toute façon injuste.

Dans les faits la situation est chaotique: les Archives du Quai d'Orsay respectent le mieux l'inspiration initiale de la loi de 1979 (qui avait été au départ conçue dans un contexte libéral pour améliorer l'ancienne règle des 50 ans) et ne réservent en gros au-delà de 30 ans que les séries comportant des affaires sensibles encore actuellement; en outre les nombreuses séries ouvertes jusqu'en 1960 comprennent de très nombreuses pièces "secrètes" ou "très secrètes" et permettent vraiment d'écrire l'Histoire, comme tout lecteur peut s'en rendre compte. On peut donc travailler.

La situation des Archives militaires est beaucoup moins favorable: là, c'est l'inverse; après une période d'ouverture libérale les 60 ans sont désormais la règle et les 30 ans l'exception. Mais on a des raisons d'espérer une prochaine amélioration, par la mise en place d'une procédure de déclassification; il faut espérer que ce projet aboutira.

Aux Archives de l'Economie et des Finances la pratique est intermédiaire: la règle des 30 ans est souvent appliquée, mais le délai passe à 60 ans pour les affaires internationales bilatérales, ce qui est particulièrement gênant pour nous.

Mais en Allemagne dans l'ensemble la situation me paraît pire encore; la loi de 1988 prévoit un délai de 80 ans pour la consultation des documents secrets; en outre l'Administration peut rallonger de 30 ans les délais normaux de 30 ou 80 ans, à sa convenance. Le résultat est qu'à l'*Auswärtiges Amt* les séries "Ministre" et "Secrétaire d'Etat" ne sont pas consultables, même après 30 ans; or ce sont les seules réellement intéressantes, les séries consultables ne contenant que des pièces purement techniques ou sans grand intérêt. Il en va souvent de même au *Bundesarchiv*, même si les choses paraissent s'y présenter plus favorablement. Aux plaintes des historiens on oppose qu'une publication annuelle de documents diplomatiques est prévue, avec un délai de 30 ans (on doit commencer par l'année 1963). On souligne également les travaux d'ailleurs fort importants du *Militärhistorisches Forschungsamt* de Fribourg, qui dispose des Archives du Ministère Fédéral de la Défense. Mais une collection de documents ou des travaux scientifiques, quel que soit leur intérêt, ne peuvent pas se substituer à l'accès direct aux Archives. Force est de constater qu'actuellement, sauf dérogation ou situation particulière, il n'est pas vraiment possible d'écrire l'histoire de la politique extérieure et de sécurité de la République Fédérale.

Il en va autrement pour la politique intérieure, grâce aux grandes Fondations liées aux partis politiques, qui ont une politique d'Archives active et intelligente, et également pour la politique économique, grâce aux efforts et à l'ouverture d'esprit de la plupart des grandes firmes allemandes. Pour la période d'après 1945 la situation est dans ces deux domaines bien meilleure en Allemagne qu'en France, même si on remarque dans ce dernier pays de très notables et honorables exceptions. Le problème n'est pas là d'ailleurs tant la volonté de secret que le manque de soin et de moyens des firmes et organismes en cause.

Ce qui serait souhaitable c'est que dans le domaine des archives privées (politiques, sociales et économiques) les responsables français se montrent aussi large d'idées que leurs homologues allemands. Quant aux Archives publiques, le modèle reste à mes yeux le Royaume-Uni: les 30 ans y sont rigoureusement appliqués, avec ouverture systématique au 1^{er} janvier des archives d'il y a 30 ans. Les dossiers délicats étant réservés pour une période plus longue, mais avec l'indication précise de leur existence et de leur date de communication. Mais au minimum la RFA devrait s'aligner sur la France, actuellement plus ouverte malgré bien des imperfections.

Une dernière remarque: il existe actuellement un nombre non négligeable de projets de publication de documents français ou allemands, émanant soit des gouvernements soit de tel ou tel organisme scientifique. Plutôt que des efforts en ordre dispersé ne serait-il pas souhaitable d'envisager une certaine coordination et dans certains cas une coopération?

Georges-Henri Soutou

I. LAUFENDE FORSCHUNGSARBEITEN/TRAVAUX EN COURS

Die folgende Liste enthält französische und deutsche laufende Forschungsarbeiten über die Geschichte des jeweils anderen Landes, über die deutsch-französischen Beziehungen und über vergleichende Fragestellungen. Kürzlich abgeschlossene Arbeiten werden mit berücksichtigt. Die Angaben beruhen auf den an die Mitglieder und Interessenten ausgegebenen Fragebögen sowie auf Einzelinformationen der Vorstandsmitglieder. Häufig handelt es sich noch um Arbeitsthemen. Soweit die Art der Arbeit festzustellen war, ist dies angegeben. Rückfragen sind möglichst nicht an die Vorstandsmitglieder, sondern über die angegebenen Universitäten direkt an die Autoren oder ihre Betreuer zu richten. Für Neu- und Ergänzungsmeldungen kann das Formular am Ende des Heftes verwendet werden. Angesichts der Schwierigkeit der Erhebung kann die Richtigkeit bzw. Vollständigkeit der Informationen natürlich nicht in allen Einzelheiten garantiert werden; für Korrekturen sind wir dankbar.

La liste contient des travaux allemands et français en cours (lfd./laufende Arbeit) concernant l'histoire de l'autre pays et des relations franco-allemandes ainsi que des sujets comparatifs. Souvent, il s'agit encore de titres provisoires. Les informations sont basées sur les questionnaires remplis par les membres du comité et par des collègues intéressés, ainsi que sur des informations individuelles dont disposent les membres du bureau. Pour tout renseignement, il est demandé de s'adresser, si possible, non pas aux membres du bureau, mais, par l'intermédiaire des universités et des directeurs (Betreuer) indiqués, directement aux auteurs. Le formulaire inséré à la fin de ce numéro peut servir pour l'indication de nouveaux travaux et pour des informations supplémentaires.

A. Epochenübergreifende Themen/Sujets concernant plusieurs périodes

1. Benolt, Massin
Julliard, Jacques (Betreuer)
Anthropologie et politique en Allemagne jusqu'en 1933. Université Paris I 1992 lfd. Diss.
2. Dreyfus, François-Georges
Religions et société en Allemagne 1890-1990. Sorbonne 1992 lfd. Arbeit (erscheint 1993).
3. Friedemann, Peter
Ausgewählte Aufsätze Melbys. Edition Suhrkamp 1992.
4. Gandouly, Jacques
Merlio, Gilbert (Betreuer)
Le mouvement de rénovation pédagogique en Allemagne jusqu'en 1933. Université Bordeaux III 1992 lfd. Diss.
5. Haupt, Heinz-Gerhard und G. Crossick
Kleinbürgertum im europäischen Bereich. EHI Florenz 1992 lfd. Arbeit (erscheint 1992 oder 1993).

6. Hudemann, Rainer/Wittenbrock, Rolf (Hrsg.):
Stadtentwicklung im deutsch-französisch-luxemburgischen Grenzraum, Saarbrücken 1991.
 7. Koerner, A.
Haupt, Heinz-Gerhard (Betreuer)
Das Arbeiterbild in Deutschland und Frankreich. EHI Florenz 1992 lfd. Diss.
 8. Middell, Matthias und Michel Espagne
Kulturbeziehungen zwischen Frankreich und Sachsen im 18. und 19. Jahrhundert. Universität Leipzig/Paris 1992 lfd. Arbeit.
 9. Nurdin, Jean
De la Fête de Hambach à Heinrich Mann: Les Allemands et le mythe des Etats-Unis d'Europe. Université de Bourgogne/Dijon 1992 lfd. Arbeit.
 10. Strauss, Sabine
Müller, Klaus-Jürgen (Betreuer)
Der französische Royalismus im 20. Jahrhundert. Universität Hamburg 1992 lfd. Diss.
- ### B. 1789-1870
1. Fröhner, Annette
Voss, Jürgen (Betreuer)
Enzyklopädismus und Technologie im Übergang vom 18. zum 19. Jahrhundert: Die technologische Enzyklopädie von G.L. Krünitz (1773-1858). 1992 lfd. Diss.
 2. Kossok, Manfred und Katharina Middell (Hrsg.):
Jacobinismus und Volksbewegung zur Zeit der französischen Revolution. Berlin 1991.
 3. Kühlich, Frank
Müller, Klaus-Jürgen (Betreuer)
Die deutschen Soldaten im Krieg von 1870/71. Eine Darstellung der Situation und der Erfahrung deutscher Soldaten im deutsch-französischen Krieg. Universität Hamburg 1992 lfd. Diss.
 4. Requate, Jörg
Kocka, Jürgen (Betreuer)
Die Entstehung des Journalistenberufs im deutsch-französischen Vergleich im 19. Jahrhundert. FU Berlin 1992 lfd. Diss.
 5. Ulbrich, Claudia
Rheingrenze, Revolten und Französische Revolution, in: Die Französische Revolution und die Oberrheinlande 1789-1798, Sigaringen 1991, S.223-244.
- ### C. 1871-1918
1. Tabary, Eric
Dupoux, Louis (Betreuer)
Theodor Fritsch et les débuts du mouvement "Völkisch" en Allemagne. Université Strasbourg III 1992 lfd. Diss.
 2. Vogel, Jakob
Kocka, Jürgen (Betreuer)
Militärische Feiern im gesellschaftlichen Leben Preußen-Deutschlands und Frankreichs 1870-1914. FU Berlin 1992 lfd. Diss.

D. 1919-1945

1. Bernard, Delphine
Nurdin, Jean (Betreuer)
Heinrich Mann et l'idée européenne. Université de Bourgogne/Dijon 1992 lfd. Maîtrise.
2. Chessel, M.
Haupt, Heinz-Gerhard (Betreuer)
Histoire de la publicité dans la France de l'entre-deux-guerres. EHI Florenz 1992 lfd. Diss.
3. Effinger, Stefan
Voss, Jürgen (Betreuer)
NS-Geschichtsbild und Französische Revolution. 1992 lfd. Diss.
4. Eickel, Markus
Müller, Klaus-Jürgen (Betreuer)
Die religiöse Betreuung der französischen Zivilarbeiter in Deutschland 1943-1945. Universität Hamburg 1992 lfd. Magisterarbeit. (siehe Heft 4/1991 der Revue d'Allemagne)
5. Friedemann, Peter
Das Deutschlandbild in der französischen Linkspresse der Zwischenkriegszeit. RU Bochum 1992 lfd. Arbeit.
6. Krebs, Rüdiger
Müller, Klaus-Jürgen (Betreuer)
Combat - eine Zeitschrift junger Rechtsintellektueller am Ende der Dritten Republik. Universität Hamburg 1992 abgeschlossene Magisterarbeit.
7. Lathier, Mlle
Dreyfus, François-Georges (Betreuer)
L'Antisémitisme dans le Reich en 1932/33. Sorbonne 1992 lfd. Maîtrise.
8. Lübbers, Inke
Müller, Klaus-Jürgen (Betreuer)
Die politischen Vorstellungen Jean Zays. Universität Hamburg 1992 abgeschlossene Magisterarbeit.
9. Michels, Eckard
Müller, Klaus-Jürgen (Betreuer)
Das Deutsche Institut in Paris 1940-1944. Ein Beitrag zu den deutsch-französischen Kulturbeziehungen und zur auswärtigen Kulturpolitik des Dritten Reiches. Universität Hamburg 1992 lfd. Diss. (siehe Heft 4/1991 der Revue d'Allemagne)
10. Mouton, Mme
Dreyfus, François-Georges (Betreuer)
Irrationalisme et violence, les fondements du nazisme. Sorbonne 1992 lfd. Diss.
11. Müller, Guido
Schwabe, Klaus (Betreuer)
Träger und Milieus der deutsch-französischen Verständigungs- und Europabewegung in der Zwischenkriegszeit. RWTH Aachen 1992 lfd. Habil.
12. Tönnesmann, U.
Müller, Klaus-Jürgen (Betreuer)
Die Revue des Deux Mondes während der Okkupation. Universität Hamburg 1992 lfd. Magisterarbeit.

13. Waldowsky, Andreas

Müller, Klaus-Jürgen (Betreuer)
Bertrand de Jouvenel und der PPF. Eine Untersuchung zum intellektuellen Umfeld einer "extremistischen" Partei. Universität Hamburg 1992 lfd. Staatsexamensarbeit.

E. 1945 bis heute

1. Arend, Heike
Düwell, Kurt (Betreuer)
Die südwestdeutsche Sozialdemokratie und Frankreich: Einstellung und Politik der Verständigung 1945-1963. Universität Trier 1992 lfd. Diss.
2. Batel, M.
Dreyfus, François-Georges (Betreuer)
L'Église évangélique et le socialisme en RDA 1968-1989. Sorbonne 1992 lfd. Diss.
3. Finkler, Joachim
Hudemann, Rainer (Betreuer)
Jugendpolitik im Saarland der Nachkriegszeit. Universität Saarbrücken. 1992 abgeschlossene Staatsexamensarbeit.
4. Grobe, Stefan
Mejcher, Helmut (Betreuer)
Nahostdiplomatie und Ökopolitik unter Charles de Gaulle 1958-1969. Neuorientierung im Kalkül des französischen Nationalinteresses. Universität Hamburg 1992 abgeschlossene Magisterarbeit.
5. Hudemann, Rainer/Raymond Poiderin (Hrsg.)
Die Saar 1945-1955. Ein Problem der europäischen Geschichte, München (Oldenbourg) 1992.
6. Hudemann, Rainer
Le Général de Gaulle et la politique de reconstruction en zone française d'occupation en Allemagne après 1945, in: De Gaulle et son siècle, Bd. 5, Paris 1992, S.313-324.
7. Jurt, Joseph (Hrsg.):
Die Franzosenzeit im Lande Baden von 1945 bis heute. Zeitzeugnisse und Forschungsergebnisse. Rombach Verlag 1992.
8. Kowalsky, Wolfgang
Rechtsextremismus und Antifaschismus in Deutschland und Frankreich seit 1945. FU Berlin 1992 lfd. Arbeit.
9. Möhler, Rainer
Entnazifizierung in Rheinland-Pfalz und im Saarland unter französischer Besetzung 1945-1952. 1991 abgeschlossene Diss. Erscheint 1992.
10. Rahner, Mechthild
Jurt, Joseph (Betreuer)
Die Rezeption des französischen Existenzialismus in der deutschen Nachkriegspublizistik zwischen 1945 und 1949. Universität Freiburg 1992 lfd. Diss.
11. Schuleit, Wiebke
Müller, Klaus-Jürgen (Betreuer)
Mitterands Deutschlandpolitik im Spiegel der bundesdeutschen Presse. Universität Hamburg 1992 lfd. Magisterarbeit.

12. Strauss, Sabine

Regards sur le mouvement royaliste en France à la fin du 20^e siècle. 1992 abgeschlossene
Diplomarbeit des Institut des Hautes Etudes Internationales Nizza.

II. KOLLOQUIEN - COLLOQUES

CENTRE DE RECHERCHE
HISTOIRE ET CIVILISATION
UNIVERSITE DE METZ
Dr. A. WAHL

CENTRE DE RECHERCHE
ET D'INNOVATION SUR LE SPORT
UNIVERSITE DE LYON II
Dir. P. ARNAUD

COLLOQUE DE METZ.

SPORTS ET RELATIONS INTERNATIONALES (1890-1968)
(Metz 23-24-25 septembre 1993)

Cher(e) collègue,

Dans le cadre du contrat de recherche PPSH 65 CNRS Sports et relations internationales, Pierre Arnaud et moi-même souhaitons prolonger les travaux sur ce thème en organisant un colloque qui se tiendra à l'Université de Metz, les 23-24-25 septembre 1993. Un document indiquant quelques orientations de recherche est joint à ce courrier.

Dans l'espoir que le thème proposé sera susceptible de vous intéresser, nous vous invitons à ce colloque pour y présenter une communication. Dans ce cas, votre séjour à Metz sera pris en charge par l'organisation. Il en sera de même pour un nombre de voyages encore à déterminer selon les crédits disponibles.

Il nous serait agréable si vous pouviez nous faire connaître d'autres chercheurs susceptibles d'être intéressés.

Une nouvelle circulaire indiquera ultérieurement les conditions de participation pour les chercheurs désireux d'être présents sans présenter de communication.

Un comité scientifique examinera les propositions et établira le programme définitif. Il est composé de:

Pierre ARNAUD	Université de Lyon II
Gabriel COLOME	" de Barcelone (Esp)
Siegfried GEHRMANN	" d'Essen (RFA)
Richard HOLT	" de Stirling (GB)
Pierre MILZA	IEP de Paris
Stefano PIVATO	Université de Trieste (Ital)
Alfred WAHL	" de Metz

Pour les propositions, pour toute correspondance, écrire à:

Alfred WAHL
Professeur à l'Université de Metz
UFR Lettres et Sciences Humaines
Île du Saulcy
57045 Metz cedex 1 Tél. 87 31 52 53

Avec mes plus cordiales salutations.

(signature)

A. WAHL

UNIVERSITE DE METZ
CENTRE DE RECHERCHE
HISTOIRE ET CIVILISATION
DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Faculté des Lettres
Rte du Sauley
F 57045 METZ CEDEX
Tél: (8) 730.40.12

Metz, le 28.01.92

SPORTS ET RELATIONS INTERNATIONALES

Colloque de Metz (23-24-25 septembre 1993)

Quelques directions de recherche

- 1 - Le mouvement sportif mondial est coordonné par le biais de fédérations internationales détentrices de pouvoir d'organisation et de gestion. Sont-elles tributaires de l'état des relations politiques internationales? L'action de ces fédérations (structure et action) constitue un premier niveau de rapports entre le sport et les relations internationales.
- 2 - Lors de crises internationales ou en cas de guerre, la pratique sportive internationale peut être: soit perturbée, soit momentanément arrêtée entre deux ou plusieurs Etats. Dans ce cas, le sport peut-il contribuer à l'apaisement ou ne fait-il que traduire mécaniquement les relations politiques?
- 3 - Les gouvernements fascistes de l'entre-deux-guerres régissent directement le mouvement sportif et l'utilisent comme moyen de propagande (J.O., championnats du monde, etc. ...) Les démocraties n'ont-elles pas fait d'effort pour favoriser l'obtention de bons résultats sportifs dans le but de soigner leur image?
- 4 - La scission du mouvement ouvrier en 1919-1921 a eu des conséquences sur le mouvement sportif ouvrier. Le Sport rouge dirigé depuis Moscou a servi de moyen dans la guerre idéologique. L'entrée dans les fédérations internationales après 1945 posent de nouveaux problèmes.
- 5 - Les résultats sportifs d'un pays confortent-ils ou infirment-ils son image traditionnelle?
- 6 - Le comportement des spectateurs et des supporters est-il plus ou moins chauvin? Est-il sensible à d'éventuels contentieux opposant les sportifs de deux Etats?
- 7 - Le rôle de la presse sportive dans la volonté de dépolitisation des compétitions sportives internationales.
- 8 - Le sujet pourra englober les répercussions sur les rencontres sportives des tensions opposant, par exemple, des ethnies, des nationalités, des communautés confessionnelles à l'intérieur d'un même Etat (ex. Espagne, G.B., Yougoslavie, double monarchie austro-hongroise avant 1918).

Mais dans ce territoire relativement nouveau, beaucoup reste à inventer.

Résistance
et Mémoire

Paris, le 25 Août 1992

les leçons de la mémoire.

Madame, Monsieur,

A l'occasion de l'inauguration du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation et parce que la Ville de Lyon a été la capitale de la Résistance Française à l'occupation allemande, nous vous informons que la Ville de Lyon et l'Association des Amis de Passages organisent un grand colloque international

"Résistance et Mémoire"

qui aura lieu les 15 et 16 Octobre 1992 à Lyon.

Ce colloque s'articulera autour de trois tables rondes: la Résistance en France, la Mémoire, et les Leçons de la Mémoire que réuniront résistants, historiens, journalistes, personnalités politiques. ...

C'est pourquoi, Michel Noir, Maire de Lyon, Elie Wiesel, Prix Nobel de la Paix et Emile Malet, Directeur des Programmes de l'Adapes ont le plaisir de vous convier à cet événement.

Nous vous prions de trouver ci-joint le programme de cette manifestation ainsi qu'un coupon-réponse que vous voudrez bien nous retourner dans les meilleurs délais.

De même, nous nous permettons de vous informer que le mensuel *Passages* de Octobre sera consacré à Résistance et Mémoire, et que le compte-rendu de ce colloque sera publié au mois de Novembre 1992. Aussi, si vous souhaitez vous abonner à *Passages* dès à présent, vous pouvez nous retourner le bulletin d'abonnement ci-joint.

Dans l'attente de vous rencontrer,

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Emile Malet,

Directeur des Programmes

P.J. Programme, coupon-réponse, enveloppe "T" et Bulletin d'abonnement
P.S. Pour les Associations, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir diffuser cette information au sein de votre réseau.

Secrétariat général du colloque: ADAPes, 17, rue Simone-Weil, 75013 Paris. Tél. 45 86 30 02 - FAX: 44 23 98 24
CONTACT: Ludmilla Couwer, Christiane Wanoverbecq, Emmanuel Cogoz

III. FORSCHUNGSBERICHTE

Das Procope-Projekt "Die deutsch-französischen Kulturbeziehungen 1930-1955"

Das französische Außenministerium und der Deutsche Akademische Austauschdienst (DDAD) führen seit 1986 ein gemeinsames Programm zur Intensivierung der wissenschaftlichen Zusammenarbeit durch Förderung des projektbezogenen Austausches von Personen (Procope) durch. Im Gegensatz zu sonst üblichen Individualbewerbungen werden durch Procope Personen gefördert, die an einem bestimmten Vorhaben der wissenschaftlichen Zusammenarbeit beteiligt sind.

Diese neue Projektförderungsart ermöglichte es den Professoren Bariéty (Paris IV) und Müller (Universität der Bundeswehr Hamburg), im Jahr 1988 ein Forschungsprojekt über die deutsch-französischen Kulturbeziehungen von 1930 bis 1955 zu initiieren, das französischen und deutschen Nachwuchsforschern die Gelegenheit geben sollte, innerhalb des abgesteckten thematischen Rahmens einzelne Aspekte der deutsch-französischen Kulturbeziehungen jener Jahre zu untersuchen und sich dabei durch regelmäßige Treffen mit den anderen Projektteilnehmern doch nicht bloß auf das eigene Thema zu fixieren. Gerade die deutsch-französischen Kulturbeziehungen, als Forschungsfeld lange Zeit vernachlässigt, sind in den letzten Jahren zunehmend ins Interesse des Fachpublikums gerückt, wie nicht zuletzt das große DAAD/IHTP-Kolloquium in Paris vom Dezember 1990 über die deutsch-französischen Kulturbeziehungen in den dreißiger Jahren zeigte. Zwar war einerseits die zeitliche und thematische Bandbreite des Procope-Projektes zu weit gesteckt und andererseits die Teilnehmerzahl zu gering bzw. die vorgegebenen Themen zu speziell, um bereits eine Art Synthese der deutsch-französischen Kulturbeziehungen für den Zeitraum 1930-1955 liefern zu können, doch konnten auf dem Abschlußkolloquium des Projektes im Oktober 1991 in Paris grundlegende Beiträge unter Auswertung bislang nicht genutzter Quellen, auf welche die weitere Forschung über die Kulturbeziehungen beider Länder künftig zurückgreifen kann, präsentiert werden. Die Beiträge wurden im Heft 4/1991 der Revue d'Allemagne unter dem Titel "Culture, religion et politique - aspects des relations franco-allemandes 1930-1955" veröffentlicht und sind Kurzfassungen der aus dem Procope-Projekt entstehenden oder bereits entstandenen Magister- und Doktorarbeiten.

Béatrice Pellissier-Beerblock untersuchte die "crise intellectuelle" des Jahres 1930 in den deutsch-französischen Beziehungen, die dem seit 1925 beginnenden "Locarno Intellectual" im Gefolge der Weltwirtschaftskrise und dem Wahlerfolg der Nationalsozialisten ein Ende setzte. Anhand der Analyse der entsprechenden Jahrgänge der Deutsch-französischen Rundschau und der Revue d'Allemagne und der Aufarbeitung ihrer Editions-geschichte wird deutlich, wie die Veränderungen in der "großen" Politik jener Jahre sich auch in den Kulturbeziehungen widerspiegelten und vor allem die Beiträge in der Deutsch-französischen Rundschau, die ursprünglich wie ihr französisches Pendant der Verständigung dienen sollte, zunehmend einen sich versteifenden deutschen Nationalismus reflektierten, der mehr um Abgrenzung, Betonung der Andersartigkeit, Hervor-

hebung von Wesensstereotypen und Anklage gegenüber Frankreich als Hüter der Ordnung von Versailles als um Verständigung und Annäherung bemüht war. Inzwischen hat Frau Pellissier ihre Doktorarbeit über die Deutsch-französische Rundschau und die Revue d'Allemagne an der Universität Paris IV abgeschlossen.

Das Deutsche Institut in Paris, eine der Hochburgen der intellektuellen Kollaboration im besetzten Paris, stand im Zentrum der Forschungen Eckard Michels'. Neben den frankreichspezifischen Aufgaben und Inhalten der deutschen Kulturpropaganda in Frankreich konnte anhand der Untersuchungen über das Institut und die auf kulturpolitischem Gebiet mit ihm konkurrierenden anderen deutschen Dienststellen (Propagandaabteilung, Deutsche Akademie) einmal mehr der Beweis erbracht werden, daß auch auf dem Gebiet der auswärtigen Kulturpolitik die für das Dritte Reich so kennzeichnenden Merkmale Improvisation und Kompetenzchaos anzutreffen waren. Diese erlaubten es aber andererseits auch wieder eigentlich untergeordneten Vertretern der deutschen Kulturpolitik wie Karl Epting, ihre Vorstellungen über die zukünftige Gestaltung der deutsch-französischen Kulturbeziehungen mit einem für ein totalitäres Regime erstaunlichem Maß an Entscheidungsfreiheit umzusetzen. Die im Rahmen des Procope-Projektes getätigten Forschungen werden zu einer Doktorarbeit über das Deutsche Institut ausgeweitet, in der auch auf die Zweigstelle des DAADs als Vorläufer des Deutschen Instituts, auf die Person des Direktors beider Institutionen, Karl Epting und sein umfangreiches Schrifttum zu Fragen des deutsch-französischen Verhältnisses und auf die Grundlagen der auswärtigen Kulturpolitik des Dritten Reiches eingegangen werden soll und die voraussichtlich bis Ende 1992 fertiggestellt werden kann.

Markus Eickel beschäftigte sich mit der religiösen Betreuung der französischen Zivilarbeiter in Deutschland. Da die deutschen Behörden den im Reich im Rahmen des Service du Travail Obligatoire eingesetzten französischen Zivilarbeitern die seelsorgerische Betreuung nach anfänglichen Verhandlungen mit der französischen katholischen Kirche schließlich versagten, startete das französische Episkopat eine Geheimgangaktion, um Priester, als Arbeiter getarnt, nach Deutschland zu schleusen und so illegal für das Seelenheil der Franzosen sorgen zu können. Der Beitrag untersucht nicht nur die unterschiedlichen Reaktionen der verschiedenen deutschen Dienststellen auf das Wirken der "aumoniers clandestins", die zwischen Pragmatismus und weltanschaulicher Frontstellung gegenüber der katholischen Kirche schwankten, sondern auch das in den Memoiren oder mittels der "histoire orale" überlieferte Deutschlandbild der an der Aktion beteiligten Priester und ihre Perzeption des Arbeitermilieus. Diejenigen Priester, welche die Verfolgung durch die Gestapo überlebten, waren Vorreiter der in der Nachkriegszeit einsetzenden Arbeiterpriester-Bewegung, aber auch Verfechter der deutsch-französischen Aussöhnung. Ausführlicher dargelegt werden die Ergebnisse der Forschungen in der an der Universität Hamburg bei Prof. Müller entstehenden Magisterarbeit.

Eine weitere Grundlage für die deutsch-französische Aussöhnung nach 1945 wurde durch das Priesterseminar für Gefangene der Wehrmacht, das von 1945 bis 1947 in Chartres existierte, gelegt. Es war Thema von Doris Hilbers Forschung im Rahmen von Procope und die Ergebnisse liegen zusätzlich als Maltrise vor. Das auf Initiative des späteren Papstes Johannes XXIII und mit Zustimmung und Förderung des Verteidigungsministers Edmond Michelet gegründete Priesterseminar ermöglichte es fast 1000 deutschen Kriegsgefangenen, die Härten und Entbehrungen der Kriegsgefangenschaft dennoch sinnvoll zu nutzen und sich auf die Priesterlaufbahn vorbereiten zu können. Die ehemaligen Schüler des Priesterseminars von Chartres gründeten später in der Bundesrepublik eine diskrete, aber dennoch effektive und zusammenhaltende Vereinigung.

Corine Defrance leistete anhand der systematischen Auswertung der Archive der französischen Besatzungsverwaltung in Colmar einen detaillierten Beitrag über die Finanzierung der französischen Kulturpolitik in der französischen Besatzungszone und in der Bundesrepublik, aus der man auch die regionalen Schwerpunkte und die allgemeinen Grundlinien der französischen (Kultur-) Politik gegenüber Deutschland in der ersten Nachkriegsdekade ablesen kann. Zunächst bis 1949 konzentrierte sich dabei die französische Kulturpolitik, die zum erheblichen Teil aus deutschen Mitteln bezahlt wurde, nur auf die französische Besatzungszone, um von dieser aus mit Mainz als intellektuellem Zentrum auf ganz Deutschland Einfluß ausüben zu können. In den folgenden Jahren allerdings weitete sich die französische Kulturarbeit trotz geringerer Mittel auf ganz Deutschland aus. Der Beitrag von Frau Defrance war lediglich ein Ausschnitt aus ihrer Doktorarbeit über die französische Kulturpolitik in der französischen Besatzungszone, die an der Universität Paris IV angefertigt wird.

Eckard Michels

2. SEMINAR

"MILITARY IN POLITICS AND SOCIETY IN FRANCE AND GERMANY IN THE TWENTIETH CENTURY"

Im Hilary Term 1992 (Jan.-März) veranstaltete das St. Antony's College unter der gemeinsamen Leitung von Antony J. Nicholls, dem Direktor des European Studies Centre des Colleges und Klaus-Jürgen Müller, Stifterverbands-Fellow 1991-92 am College, ein Seminar, das dem Verhältnis von Militär und Politik bzw. Gesellschaft im binationalen Vergleich gewidmet war. Ausgangspunkt war die Überlegung, daß die Armeen beider Länder seit etwa 1871 mehrmals politischen Umbrüchen, tiefgreifenden Wandlungen des Krieges und den Auswirkungen raschen, grundlegendem sozio-ökonomischen Wandel ausgesetzt waren. Die Frage, wie die militärischen Institutionen und ihre Vertreter auf diese Herausforderungen reagiert haben, war natürlich vor dem Hintergrund unterschiedlicher nationaler Traditionen, unterschiedlicher sozialer Strukturen und verschiedenartigem Selbstverständnis zu erörtern. Der Vergleich war im übrigen nicht nur chronologisch, sondern nach Möglichkeit auch systematisch anzusetzen. Einleitend wurden von K.-J. Müller als Kriterien zur historischen Einordnung zur Diskussion gestellt die Nachwirkungen des historisch gewachsenen Selbstverständnisses des Offizierkorps, der gesellschaftliche Wandel, die technologisch-ökonomischen Fortschritte und ihre Auswirkungen auf das Militär in Krieg und Frieden sowie das seit 1917 mit der bolschewistischen Revolution eingetretene ideologische Schisma. G. Krumeich (Freiburg i.Br.) referierte sodann über "Army, Politics and Society in Germany and France before the First World War"; M. Messerschmidt (Freiburg i.Br.) sprach über "The Formation of Military Elites in France and Germany"; Michael Salewski (Kiel) verglich "The Navy and Politics" und K.-J. Müller setzte für die Zwischenkriegszeit den Vergleich unter dem Aspekt "Army and Foreign Policy / Diplomacy" an. Systematische Vergleiche wurden geboten von E.W. Hansen (Hamburg): "Army, military defeat and political collapse"; von H. Homburg (Bielefeld/Paris): "The military-industrial complex in the 1930s and 1940s" sowie von R. Hudemann (Saarbrücken): "The Army as an occupying power: Germany 1940/44 - France 1944/49". Die Ergebnisse des Seminars sollen mit Unterstützung des Stifterverbandes für die Deutsche Wissenschaft beizeiten in der vom St. Antony's College herausgegebenen Reihe "German Historical Perspectives" bei Berg Publishers veröffentlicht werden.

Klaus-Jürgen Müller

Im folgenden drucken wir einen Artikel ab, der im BULLETIN des Deutschen Historischen Instituts Washington (Issue 10, spring 1992) erschienen ist und wertvolle Informationen über Archive in den neuen Bundesländern enthält, welche auch für die Mitglieder unseres Komitees von Interesse sein können. Die Redaktion dankt dem DHI Washington für die freundliche Genehmigung zum Abdruck des Aufsatzes.

3. Archives in the New German Länder*

East German archives are presently undergoing a period of profound change. Some have been or are in the process of being absorbed by federal or other major archives in order to reunite and consolidate collections that, as a result of World War II, were arbitrarily or coincidentally separated. Access to the Stasi files is now governed by a federal law, but other questions of highest concern still need to be settled, such as where the records of the *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* (SED), the former state party, will remain and under whose custody. The same is true for the archives of mass organizations like the unions of the *Freier Deutscher Gewerkschaftsbund* or the *Freie Deutsche Jugend*. Since the number of counties (*Kreise*) in East Germany will be reduced, some county archives are likely to be closed, and the survival of a large number of archives of formerly state-owned businesses or collective combines that the *Treuhandanstalt* is now dissolving, decentralizing, or privatizing is likewise in question.

While some East German archivists may have welcomed the end of the restrictive user policy that was prescribed for decades by the *Staatliche Archivverwaltung* of the East German Ministry of the Interior, the new openness and easier accessibility of the archives confronts them with new problems. During the last one-and-a-half years, the growing number of researchers revealed the limitations of archival facilities, particularly of their reading rooms and technical equipment, and the mounting number of inquiries regarding legal and property questions, especially rehabilitation and expropriation matters, greatly increased the workload of the archives' personnel. An additional task will be the compilation of new or updated inventories and finding aids.

* These observations are based on the Institute's correspondence with German archives and the following materials: Joachim Gauck, *Die Stasi-Akten: Das unheimliche Erbe der DDR*, bearbeitet von Margarete Steinhausen und Hubertus Knabe (Reinbek bei Hamburg, 1991); Friedrich Beck, "Archive und archivalische Quellenlage in den neuen Bundesländern zur zeitgeschichtlichen Forschung", in *Der Archivar* 44 (1991): 411-28; Friedrich P. Kahlenberg, "Das Bundesarchiv nach dem 3. Oktober 1990", in *ibid.*, 525-36; Mitchell G. Ash and Ulrich Geyer, "The Current Situation in the Archives of the New German States", in *Arbeitskreis Nachkriegsgeschichte - Newsletter* 3 (Winter 1991): 2-5; John Connolly, "Working in the East German Archives", in *ibid.*, 6-7; "Gesetz über die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes in der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik (Stasi-Unterlagen-Gesetz, StUG) vom 20. Dezember 1991", in *Bundesgesetzblatt*, Teil I, Nr. 67 (December 28, 1991); and recent articles in various German newspapers and magazines.

The former *Zentrales Staatsarchiv, Dienststelle Potsdam*, has been integrated into the *Bundesarchiv* and now forms its Sections III and V (*Deutsches Reich, 1867/71-1945*, and *Deutsche Demokratische Republik, 1945-49-1990*, respectively). Thus, the records of most of East Germany's central governmental agencies have become part of the holdings of the *Bundesarchiv*. Exceptions are the records of the East German Ministry of Foreign Affairs, which have been acquired by the *Archiv des Auswärtigen Amtes*, and those of the *Nationale Volksarmee*, which for the time being are under the custody of the *Bundeswehr*. All of these source materials will remain in Berlin. Although they are not presently available for research, they will eventually be accessible in accordance with the federal law governing the archives and the 30-year rule. The *Bundesarchiv* has also absorbed the *Staatliches Filmarchiv der DDR* and now possesses 125,000 documentary and feature films. The *Stiftung Preußischer Kulturbesitz* will soon receive the holdings of the *Zentrales Staatsarchiv, Dienststelle 2*, in Merseburg. They will then once again be deposited in the Prussian *Geheimes Staatsarchiv*, where they were kept until 1945.

The Federal Commissioner for the Records of the State Security Agency (Stasi) of the former GDR (*Bundesbeauftragter für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik*) has custody of its files. They are stored in the central archives of the former *Ministerium für Staatssicherheit* in Berlin and in regional archives in the former district capitals of Rostock, Schwerin, Neubrandenburg, Magdeburg, Potsdam, Frankfurt/Oder, Erfurt, Halle, Leipzig, Cottbus, Dresden, Suhl, Gera, and Chemnitz. Access to these files is governed by a special law, the so-called *Stasi-Unterlagen-Gesetz*, which the *Bundestag* passed on December 20, 1991. According to this law, the Stasi records will be available for research - with the exception of documents of inter- or supranational organizations and foreign countries that the Stasi had in its possession, if the Federal Republic is bound by international treaty to protect their confidentiality. Also excepted will be secret West German documents, East German court and attorneys' records, files on agents of West German or Allied intelligence services, and documents on methods and techniques of intelligence gathering, counter intelligence, and terrorism, but only if the Federal Minister of the Interior decides in each case that the disclosure of a document would be detrimental to Germany's national security. Administrative and policy records of the Stasi not containing personal information (i.e. *Sachvorgänge*) will be open to researchers, as will be copies of personal records from which names have been deleted (*Personenvorgänge*). Personal records of former Stasi officials or beneficiaries and of personalities of contemporary historical interest (*Personen der Zeitgeschichte*) will also be accessible. The 30-year rule will not apply to the Stasi files, but documents will only be available for research after they have been screened. This of course will take some time, since the Stasi archives contain more than 540 million feet of material.

The Stasi files will be crucial for any scholar dealing with the history of the GDR, although if viewed isolated from the SED party records, these files will not even allow for an adequate analysis of the history and functioning of the *Ministerium für Staatssicherheit* itself. The task of this

ministry was to safeguard the absolute political power of the SED, and it was set up accordingly by resolutions of the party's Politburo and directives of its Central Committee. But all these basic documents are in the SED archive, which is still administered by the SED's successor organization, the *Partei des Demokratischen Sozialismus* (PDS). The Central Party Archive (*Zentrales Partei-Archiv*, ZPA) is located in the *Institut für die Geschichte der Arbeiterbewegung* in Berlin, the former *Institut für Marxismus-Leninismus*. Since the largest amount of SED party records can hardly be separated from state records, and since decisive documents are more likely to be found in the SED Central Committee files than in the records of GDR ministries, a partial change in the ownership of the SED archive in favor of the *Bundesarchiv* or the East German *Landesarchiv* is quite probable and may take place in the near future. Personal papers, however, including the important papers of Walter Ulbricht, Otto Grotewohl, and Wilhelm Pieck, which were donated to the SED archive, are unlikely to be removed from the ZPA's collections. The current access situation is rather complicated: sometimes, the 30-year rule is applied, sometimes there is no time limit, sometimes no access is allowed at all, and sometimes finding aids are withheld. How a change in ownership will affect the accessibility of the records is as yet uncertain.

The East German state archives, following long-suppressed federative principles, readopted their traditional name *Landeshauptarchiv* in Mecklenburg-Vorpommern, Brandenburg, and Saxony-Anhalt; in Dresden and in Weimar, they reclaimed their old designations *Sächsisches Hauptstaatsarchiv* and *Thüringisches Hauptstaatsarchiv*. Each Land also maintains a number of *Staats-* or *Landesarchiv*. For the four-and-a-half decades from 1945 to 1990, their holdings consist of two large record groups: the records of the *Länder* governments on the one hand, and the files of the fifteen district (*Bezirk*) administrations (including East Berlin), which were established after the *Länder* were abolished in 1952, on the other.

The records of the *Länder* include the papers of the *Länder* assemblies that were elected in 1946. Minutes of their sessions and committee meetings reflect the intense conflicts over land reform and collectivization, expropriations, and de-Nazification in the early postwar period. Particularly telling are the files of the ministers president. From 1948/49 onward, they show the ever-increasing tendency to strengthen the Communist central power to the disadvantage of the *Länder* governments. They also provide insight into the deep changes brought about by the KPD/SED and the Soviet Military Administration (SMAD), which transformed the East German anti-fascist-democratic society into a socialist one. Of special interest in this context are the orders of the SMAD, which are otherwise only available in the archives of the former Soviet Union, where they once were or still are classified as top secret.

Other collections include the correspondence between the *Länder* governments and the German central administrations, the predecessors of the GDR ministries; the files of the so-called *Auswärtige Abteilungen*, which were in charge of the official relations between the East German *Länder* and the three Western zones; and the very important records of the *Länder* ministries of the interior, which, as levers of power, were controlled by Communist functionaries who made the deci-

sions about personnel and were responsible for the fundamental changes in the East German economic, legal, and educational system. Interestingly enough, there are no records in these files on the unconstitutional abolition of the East German *Länder* and the establishment of the districts, which was planned and carried out by the ministries of the interior. Records from the plebiscite in Saxony in 1946, which are also in this collection, reveal how the Soviet-German stock companies were founded, which, under the pressure of the occupying power, transferred economically crucial heavy industry plants from German to Soviet-dominated ownership, but no material could be found on the enormous East German reparation payments to the Soviet Union. There is hope, however, that some *Länder* provenances may be recovered from the files of the Central Office for Reparations (*Zentrales Amt für Reparationen*) and the East German ministries.

The archival materials of the district administrations (1952-1990) form the second highly significant record group in the East German *Landes-* and *Staatsarchiv* for the history of the GDR. The administrations of the districts and the counties were subordinate agencies of the centralized state. It was their obligation to carry out the directives of the Council of Ministers and the party leadership. For this reason, their records present themselves in far greater uniformity than the records of the *Länder*, and their informational value is secondary compared to the holdings of the SED party archive. These administrations were characterized by a large number of specialized divisions; for instance, internal affairs, economics, agriculture and forestry, commerce, transport, finance, culture, education, and public health. The chiefs of these divisions formed a council, and the minutes of the council meetings are the most important records of the districts and counties. Although the councils had to deal with a broad spectrum of issues, their concern with economic matters grew steadily with the increasing pre-eminence of the planned economy. The minutes of their meetings also contain indirect information on key political decisions, while the corresponding primary documents were kept in the secret files of the central authorities and destroyed periodically. They reflect, in many ways, the uprisings in the GDR on June 17, 1953, and in Hungary in 1956, as well as the measures that were taken on August 13, 1961, to seal off East from West Berlin, culminating in the construction of the Berlin Wall. Finding aids, usually in the form of card indices, make this record group accessible. It is available for research, but rules for the protection of personal data and the 30-year rule apply.

One more component of the holdings of the *Landes-* and *Staatsarchiv* should be mentioned: the records of the socialized industries and state-owned businesses. These will be of utmost importance to the scholar of the GDR's economic and social history. While several thousand business archives were established in 1950, only a limited number have survived. These include the records of the Carl-Zeiss-Jena company; shipyards on the coast of the Baltic Sea; heavy machinery businesses; mining companies and chemical combines of the potassium industry in Saxony-Anhalt, Saxony, and Thuringia; the metallurgical and petrochemical combines on the Oder; the lignite and energy combines in Lusatia; and the textile industry in Saxony. They are complemented by archival materials of state-owned farms and forest enterprises. It is important to note

that the records of banks and other financial institutions are missing.

Since the *Akademie der Wissenschaften* (Academy of Sciences) and the *Akademie der Künste der DDR* (Academy of Arts of the GDR) are currently being dissolved, the future status of their archives is uncertain. They may either be divided between existing institutions, like the manuscript divisions of the two branches of the Prussian State Library and the Academy of Arts, or they may be turned over to a future Academy of Sciences in Berlin. There are no indications that the status of university archives will be changed, but they are more accessible now than they were before 1989.

Over the past one-and-a-half years, the German Historical Institute has continued its efforts to acquire inventories and finding aids of East German archives. For its general reference section, the library was able to obtain copies of Friedrich Kahlenberg's *Deutsche Archive in West und Ost: Zur Entwicklung des staatlichen Archivwesens seit 1945* (Düsseldorf, 1972); *Lexikon Archivwesen der DDR* (Berlin, 1979); *Taschenbuch Archivwesen der DDR* (Berlin, 1970); and a special inventory on *Albert Einstein in Berlin 1913-1933: Regesten der Einstein-Dokumente in Archiven der DDR* (Berlin, 1979). Among the inventories of state archives (the titles of the publications refer to the archives' former names) are *Übersicht über die Bestände des Deutschen Zentralarchivs Potsdam*; *Spezialinventar des Staatsarchivs Potsdam zur Geschichte der bürgerlichen Parteien und Verbände in Deutschland bis 1945*; and inventories of the *Brandenburgisches Landeshauptarchiv in Potsdam* (from its beginnings until 1945), the *Sächsisches Landeshauptarchiv* and its subordinate *Landesarchive*, and the *Landesarchiv* in Rudolstadt. An inventory of the *Deutsche Akademie der Wissenschaften zu Berlin* may be consulted at the Institute, as well as the *Handbuch 1982-1986* of the Academy of Arts and finding aids for a number of its literary holdings, among them the papers of Arnold Zweig, Leo Weismantel, and Willi Bredel. Also available is an inventory of the papers of Friedrich von Schiller in the *Goethe- und Schiller-Archiv* in Weimar.

The Institute has also purchased inventories of the city archives of Bitterfeld, Erfurt, Haldensleben, Lauenburg/Elbe, and Weimar; if unpublished, they were kindly photocopied by the archives. The city archive of Leipzig, one of the largest municipal archives in Germany, deserves special credit. It provided the Institute with a complete set of photocopies of its typewritten finding aids, which amount to more than 2,000 pages. They include an inventory of Johann Sebastian Bach's papers at the archive; a list of sources on the history of the book trade and censorship in Leipzig from the sixteenth to the nineteenth century; finding aids to sources on the impact of the French Revolution in Leipzig, 1789-1805; the city's occupation by French troops in 1806; events of the war in 1813; the state of unrest in Leipzig in 1830/31 and 1845 as well as the revolutionary events in 1848/49; finding aids to records of the city's bureau of criminal investigation, 1810-1852, its trade and industry court, 1863-1927, and its merchants' court, 1904-1927; and, finally, finding aids to the records of the assembly and council of the city of Leipzig and its districts (*Stadtverordnetenversammlung und Rat der Stadt Leipzig, 1945-1970*, and *Stadtbezirksver-*

sammlungen und Rat der Stadtbezirke, 1957-1970).

The Institute is preparing a second, enlarged edition of its *Guide to Inventories and Finding Aids of German Archives* and, as much as possible, will pay special attention to the published as well as unpublished material of East German archives that was not available at the time when the guide's first edition was compiled.

Axel Frohn

Das Frankreich-Zentrum der Albert-Ludwigs-Universität Freiburg i.Br.

Die Idee, an der Universität Freiburg ein Zentrum für interdisziplinäre Frankreichforschung einzurichten, geht auf mehrere "Väter" zurück. Zum einen ging es darum, für die neunziger Jahre alternative Forschungskonzepte zu entwickeln, die sich nicht mehr bloß an den vertikalen Grenzen der Institute oder der Fakultäten orientierten, sondern die die Möglichkeiten der interdisziplinären Zusammenarbeit nutzten, die gerade an einer Universität mit vierzehn verschiedenen Fakultäten gegeben sind. Die Idee eines interdisziplinären Zentrums für Frankreichforschung drängte sich in Freiburg geradezu auf wegen der Grenznähe, wegen der Existenz zahlreicher französischer Einrichtungen in der Stadt (französische Garnison, Institut français, französisches Konsulat, Deutsch-französisches Gymnasium, französische Grundschule und Gymnasium). Zudem gab es in verschiedenen Fakultäten schon eine Reihe von Schwerpunkten der Frankreichforschung, die aber kaum untereinander in Kontakt standen. Der Prorektor für Forschung an der Universität, Professor Wolfgang Jäger, beauftragte den Schreibenden, ein Konzept zu entwickeln, das sich an den drei Schwerpunkten Forschung, Lehre und Dokumentation orientierte. 40 Hochschullehrer aus sieben Fakultäten unterstützten das Projekt, das im Februar 1988 vom Senat der Freiburger Universität gutgeheißen wurde. Die Kommission "Forschung Baden-Württemberg 2000" hatte die Weiterentwicklung des Vorhabens ebenfalls empfohlen.

Die Idee eines solchen Zentrums war aber unabhängig davon auch in einem anderen Kontext lanciert worden. Während der Tagung des Romanisten-Verbandes in Freiburg im Herbst 1987 griff sein Präsident, Professor Fritz Nies, eine eher beiläufige Bemerkung des damaligen Ministerpräsidenten Lothar Späth auf und lud ihn ein, die Idee der Gründung eines Zentrums für Südwesteuropa an einer baden-württembergischen Universität zu prüfen, was der Ministerpräsident spontan zusagte.

Im Mai 1989 stimmte das Ministerium für Wissenschaft und Kunst der Bildung des Frankreich-Zentrums an der Freiburger Universität zu, und im Oktober 1989 wurde das Zentrum feierlich eröffnet, unter anderem mit Festvorträgen von Golo Mann, Alfred Grosser und Pierre Bourdieu, die auf ein lebhaftes Echo stießen. 1990 wurde der erste Vorstand bestellt, der jetzt noch im Amt ist, mit dem Romanisten Hans-Martin Gauger als Vorsitzendem, dem Juristen Martin Bullinger sowie dem Schreibenden. Als Geschäftsführerin konnte Frau Privatdozentin Dr. Juliane Besters-Dilger gewonnen werden, die seit kurzem durch Herrn Dipl.-Kfm. Georg Hünemeyer als Stellvertreter unterstützt wird.

Seit der Gründung des Zentrums bildet die interdisziplinäre Frankreichforschung einen Kernpunkt der Institution. Recht früh wurden mehrere Forschungsgruppen gegründet, die interdisziplinär ausgerichtet sind und die zumeist auch mit französischen Partnern zusammenarbeiten. Wenn die Einzelprojekte zunächst noch relativ unverbunden waren, so gelang es im Laufe der Zeit, diese

unter einem Generalthema zu bündeln: "Modernität und Tradition - Spezifische Denk- und Verhaltensweisen in Frankreich und Deutschland als Faktoren der Zusammenarbeit und des Wettbewerbs". Modernität wird im Bereich gesellschaftlicher Systeme (Technik, Wirtschaft, Recht, Verwaltung) als Modernisierung verstanden, auf der Ebene des kulturellen Bewußtseins als Moderne. Die beiden Prozesse präsentieren sich trotz europäischer und internationaler Gemeinsamkeiten in Frankreich und Deutschland keineswegs als einheitliche Erscheinungen; sie stehen in einem Spannungsverhältnis zur Schwerkraft nationaler Traditionen. Aufgabe des Forschungsvorhabens soll es sein, die spezifische Relation von Modernität und Tradition in den beiden Ländern zu bestimmen. Diese Thematik kann natürlich nur exemplarisch an Einzelbeispielen untersucht werden. Vertreter von Recht und Wirtschaft analysieren so französisches und deutsches Rechtsbewußtsein im Wandel, den Übergang französischer und deutscher Verwaltung von traditioneller Bürokratie zu modernem Management, Denk- und Verhaltensweisen in Frankreich als wirtschaftliche Standortfaktoren. Im Bereich Politik und Gesellschaft werden folgende Projekte bearbeitet: Von einheitsstaatlicher zu regionaler soziokultureller Identität, Modernität im Spannungsfeld nationaler und europäischer Identitätsbilder, Selbst- und Fremdbilder in der französischen und deutschen Publizistik und Literatur, der Einfluß des nationalen Standpunktes auf Geschichtsschreibung, Sprach- und Literaturwissenschaft. Ein weiteres Projekt gilt schließlich der künstlerisch-literarischen Moderne und Postmoderne in Frankreich und Deutschland.

Einzelne auswärtige Wissenschaftler, namentlich aus Frankreich, wurden zu Vorträgen eingeladen, die sich im angesprochenen Themenkreis bewegten. Seit 1991 wurden mehrere internationale Kolloquien durchgeführt, so zur "Franzosenzeit" im Lande Baden von 1945 bis heute (Mai 1991) (die Akten des Kolloquiums sind mittlerweile im Freiburger Verlag Rombach erschienen), zum Thema "Von der Besatzungszeit zur deutsch-französischen Kooperation" (Dezember 1991), zum Deutschland- und Frankreichbild in der deutschen und französischen Literatur und Publizistik (Juni 1992), schließlich zur Thematik "Von bürokratischer Verwaltung zum Verwaltungsmanagement" (Juni 1992).

Zum 1. Oktober 1992 bewilligte die DFG die Einrichtung eines Graduiertenkollegs zum Thema des genannten Forschungsschwerpunktes "Modernität und Tradition". Die Kollegiaten sollen bei der Arbeit an ihrem Dissertationsvorhaben in interdisziplinäres Arbeiten eingeführt werden. Andererseits besteht auch die Möglichkeit, die Dissertation innerhalb eines schon funktionierenden Forscherteams zu erstellen, was beiden Seiten zugute kommt. Die ersten neun Kollegplätze sind soeben vergeben worden.

Das Frankreich-Zentrum beschafft zur Zeit die wichtigsten und repräsentativen französischen Zeitungen, Zeitschriften und Parlamentsdruckschriften seit dem 19. Jahrhundert. Diese Sammlung steht den Forschern bereits zur Verfügung.

Neben der interdisziplinären Forschung stellt der Aufbaustudiengang "Interdisziplinäre Frank-

reich-Studien" den zweiten Schwerpunkt des Zentrums dar. Dieser Studiengang ist generalistisch angelegt und soll qualifizierten Absolventen eines Erststudiengangs eine allgemeine Frankreich-Kompetenz vermitteln und sie auf eine Tätigkeit im Bereich der deutsch-französischen Zusammenarbeit vorbereiten. Im ersten Semester besuchen alle Teilnehmer Unterrichtsveranstaltungen über Recht, Wirtschaft, Wirtschafts- und Sozialgeographie, Politik, Literatur und Sprache Frankreichs. Das mit neun Wochenstunden angesetzte Sprachprogramm vermittelt nicht nur allgemeine Kenntnisse des Französischen, sondern vor allem fachsprachliche Kompetenzen. Während des zweiten Semesters ist ein Frankreichaufenthalt von mindestens sechs Monaten vorgeschrieben; einige Studierende nehmen an einem Graduiertenprogramm an einer französischen Universität teil, die meisten absolvieren jedoch ein Praktikum in Frankreich, das vom Frankreich-Zentrum vermittelt und finanziert wird - in Anwaltkanzleien, Unternehmen, Wissenschafts- und Kulturorganisationen, Verlagen und Museen. Während des dritten und vierten Semesters haben die Studierenden die Option zwischen den Schwerpunkten "Recht und Wirtschaft" und "Philosophie, Kunst und Gesellschaft". Ein Teil des Unterrichts - Soziologie, Geschichte und moderne Literatur Frankreichs - ist von allen Teilnehmern zu besuchen. Für das dritte und vierte Semester konnten herausragende französische Fachleute gewonnen werden, die in ihrer Muttersprache unterrichten. Am Ende des Studiengangs wird ein Diplomgrad verliehen.

Während 1990 der Anmeldetermin offenbar zu kurzfristig angesagt war, konnte der Aufbaustudiengang 1991 mit über 20 Studierenden beginnen, was auch im Frühjahr 1992 der Fall war. Die Zahl der Bewerbungen steigt kontinuierlich an und liegt inzwischen etwa beim Dreifachen der idealen Gruppenstärke von 20-25 Teilnehmern. Am Ende des Wintersemesters 1992/93 werden die ersten Absolventen des Studiengangs in Freiburg ihr Diplom entgegennehmen können.

Joseph Jurt

COMITE FRANCO-ALLEMAND
de recherches sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles
DEUTSCH-FRANZÖSISCHES KOMITEE
für die Erforschung der deutschen und französischen Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts

Laufende und betreute Arbeiten zur deutschen und französischen Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts - Travaux en cours et travaux dirigés sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles.

Name - Nom:

Adresse - Adresse:

Funktion - Fonction:

Bei Ergänzungen zu im Bulletin bereits gemeldeten Arbeiten bitte die betreffende Nummer angeben (z.B. E 23).
Pour les informations complémentaires sur des travaux déjà signalés dans le Bulletin, prière d'indiquer le numéro concerné (ex. E 23).

Laufende Arbeiten (Bitte um Angabe des Titels sowie der Art der Arbeit: Monographie, Aufsatz, Edition, Forschungsprojekt, etc.)
Travaux en cours (Prière d'indiquer le titre et le genre du travail: monographie, article, édition, projet de recherches, etc.):

Betreute Arbeiten (Bitte um Angabe des Autors, des Titels sowie der Art der Arbeit: Magister-/Staatsexamensarbeit, Dissertation, Habilitation, etc.)

Travaux dirigés (Prière d'indiquer l'auteur, le titre et le genre du travail: maîtrise, thèse, thèse d'Etat, etc.):

Wichtige Publikationen (mit genauen Angaben)

Publications importantes (avec indications bibliographiques exactes):

Bemerkungen - Remarques:

Datum - date:

Unterschrift - signature:

Bitte zurücksenden an: Prof. Dr. Franz Knipping, Seminar für Zeitgeschichte, Universität Tübingen, Wilhelmstraße 36, D-7400 Tübingen, oder an ein anderes Vorstandsmitglied.

Prière de renvoyer à Prof. Dr. Franz Knipping, Seminar für Zeitgeschichte, Universität Tübingen, Wilhelmstraße 36, D-7400 Tübingen, ou à un autre membre du bureau.